

Compte rendu de Martine Chaponnière, Lucile Ruault, Patricia Roux (dir.), "Nouvelles formes de militantisme féministe II",Nouvelles questions féministes, vol. 36, n° 2, 2017

Nessrine Naccach

▶ **To cite this version:**

Nessrine Naccach. Compte rendu de Martine Chaponnière, Lucile Ruault, Patricia Roux (dir.), "Nouvelles formes de militantisme féministe II",Nouvelles questions féministes, vol. 36, n° 2, 2017 . Lectures, 2018, https://journals.openedition.org/lectures/24099. hal-01723275

HAL Id: hal-01723275

https://univ-sorbonne-nouvelle.hal.science/hal-01723275

Submitted on 5 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Martine Chaponnière, Lucile Ruault, Patricia Roux (dir.), « Nouvelles formes de militantisme féministe (II) », *Nouvelles questions féministes*, vol. 36, n° 2, 2017, 160 p., Antipodes, ISSN : 0248-4951, ISBN : 9782889011391

Nessrine Naccach
Doctorante en Littérature Générale et Comparée à l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3, rattachée au CERC (Centre d'Études et de Recherches comparatistes, EA172).

Ce numéro de la revue *Nouvelles Questions Féministes* sur les « Nouvelles formes de militantisme féministe » complète son précédent paru en avril 2017. Alors que le premier volet abordait des questions comme la non-mixité des collectifs féministes, l'articulation entre théorie et action ainsi que les liens intergénérationnels, celui-ci réunit un ensemble d'articles qui s'interrogent sur ce que représente la légitimité de l'engagement féministe. Qu'est-ce qu'un militantisme féministe légitime ? C'est la question à laquelle essayeront de répondre les différentes contributrices, chacune à sa manière.

D'emblée, Martine Chaponnière, Lucile Ruault et Patricia Roux précisent que la légitimité aurait, au moins, trois aspects majeurs. D'abord au nom de qui l'on prend la parole, ensuite comment l'imbrication des pouvoirs[1] fonde-t-elle une légitimité pour agir et enfin l'importance du travail sur l'estime de soi pour construire une légitimité individuelle et collective. Il convient de souligner que « le développement de la blogosphère » a changé « les contours de la légitimité ». Autrement dit, de nos jours il suffit de tenir un blog ou de créer un groupe sur Facebook pour livrer au monde ce qu'on a envie de lui dire. Les trois auteures rappellent avec justesse qu'en général, il est fondamental de « s'exprimer sur la base de son expérience personnelle » car celle-ci « confère de la légitimité pour parler ou agir » (p.7). Dans un contexte de déconstruction de la catégorie « femmes », une question s'impose : au nom de qui parlent les féministes ? « De toutes les femmes » (*Ibid.*) répondent M. Chaponnière, L. Ruault et Patricia Roux. Dès lors, sur le plan collectif, ne serait légitime qu'une parole capable de lutter contre toutes les oppressions subies par toutes femmes en tant que femmes. Pour la jeune génération de militantes mais aussi pour une

[1] Pour la plus jeune génération des militantes, l'imbrication des pouvoirs consiste à prendre compte de la diversité des discriminations vécues par les femmes et à mobiliser sur plusieurs fronts : antisexistes, anticapitalistes, antiracistes, contre l'homophobie, l'âgisme, etc.

partie de leurs devancières, la prise en compte de la diversité des discriminations vécues par les femmes assure plus de légitimité à la lutte.

Tous les articles de ce volume s'intéressent aux différents niveaux de légitimité à laquelle le militantisme féministe aspire et ce, dans un contexte géographique et social élargi.

La question de la légitimité du féminisme contemporain est enracinée dans l'histoire du mouvement. Caroline Jacquet, Geneviève Paget et Magaly Pirotte le montrent dans leur article à travers un examen minutieux des mutations qu'a connues le mouvement féministe québécois francophone entre 1970 et 2016. Sans se limiter à un bilan historique linéaire, elles analysent les outils théoriques développés dans le champ féministe et les différents « moments-espaces[2] » de la pratique militante pour « faire ressortir les continuités et les ruptures » (p.18) L'étude porte sur quatre instances du militantisme féministe québécois. La première est la lutte pour l'avortement libre et gratuit dans les années 1970-1980 et qui donne un aperçu du contexte historique des luttes pour les droits de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR). Vient ensuite la Coalition « Avortons leur congrès ! » (CALC) en 2005 ; des mobilisations marquant « l'intégration explicite du militantisme queer » (p.18) ainsi que les revendications antiracistes en faveur de la SDSR. La troisième instance concerne le renouvellement en cours de la Fédération du Québec pour le planning des naissances qui développe une approche intersectionnelle depuis 2008. Enfin, les auteures se penchent sur le collectif La Riposte féministe de 2016 contre les marches « pour la vie » (anti-avortement). L'examen de ces moments du mouvement féministe québécois démontre qu'il n'y a pas de rupture générationnelle entre le militantisme du passé et du présent. Il serait plutôt question de « transformations et d'adaptations conceptuelles non linéaires » (p.31). Il faut souligner aussi que pour les quatre groupes marquant le mouvement québécois, non seulement les femmes ont le droit de décider librement de leur corps (autonomie corporelle), mais aussi elles se doivent d'élargir leur champ d'action pour être autonome dans la vie en général.

Au demeurant, la lutte ne pourrait se limiter au droit à l'avortement ; elle articule des combats diversifiés : comment préserver la base militante traditionnelle tout

[2] L'appellation « moments-espaces » cadre l'analyse dans le sens où elle s'intéresse à des moments de mobilisation et non à un mouvement dans son ensemble ; elle ne se concentre également que sur des groupes francophones et témoigne de la proximité des auteures avec certains milieux qui influence le choix des collectifs examinés.

en y introduisant une nouvelle ? Comment créer des alliances solidaires ? Ces questions agglutinent les collectifs des périodes observées ayant l'autonomie des femmes pour objectif commun.

Cette même idée d'autonomie recoupe l'article de Mirla Cisne, Telma Gurgel et Héloïse Prévot. Il s'agit d'autonomie politique cette fois-ci. En se basant sur le mouvement féministe au Brésil et plus particulièrement sur les modes de fonctionnement de cinq collectifs[3], les auteures se proposent d'identifier le profil sociopolitique de chaque groupe (sa composition, ses financements, ses objectifs, ses stratégies et actions politiques) et de remettre en cause les politiques des organisations internationales et de l'État. Les trois auteures pointent du doigt « le processus d'institutionnalisation et d'ongéisation des mouvements féministes » (p.38) qui a entraîné la dépendance financière et politique des ONG vis-à-vis des organismes et gouvernement qui les subventionnent. Cette dépendance aurait fragilisé les mouvements sociaux féministes dans les groupes examinés. Certains collectifs ont transformé leurs actions en simple suivi professionnel des politiques issues des Conférences mondiales sur les femmes de l'ONU. Ce qui fait perdre sa légitimité au féminisme. La solution trouvée par les collectifs étudiés pour rendre du crédit au mouvement est de rassembler des expériences de femmes qui se lancent dans un combat à plusieurs pour la construction d'un sujet actif et pour le dépassement de l'idéologie de la naturalisation des sexes faisant de la femme un sujet supposé apolitique et soumis[4]. Le féminisme serait ainsi vécu comme « un collectif total » à même de combattre le fonctionnement d'un système à la fois patriarcal, capitaliste, sexiste et homophobe. Ces groupes ont pour cheval de bataille la formation d'une conscience collective. Pour les trois auteures, ce type de formation politique est « indispensable pour passer de "conscience en soi" à la "conscience pour soi", c'est-à-dire la formation d'une conscience révolutionnaire » (p.43). Chaque femme devrait s'auto-estimer afin de comprendre ce qu'elle vit et de se faire entendre.

C'est ce que développe Anne-Charlotte Millepied dans sa contribution sur l'autodéfense féministe. En effet, les femmes sont victimes des violences

---

[3] Les collectifs interrogés sont la *Marcha das vadias* (Marche des salopes) de Rio de Janeiro, le collectif Vardias (Salopes) de São Paulo, le collectif *Diadorim*, le collectif *Leila Diniz* et le groupe *Tambores de Safo*.

[4] Les auteures rejoignent ici les idées de Simone de Beauvoir développées dans le *Deuxième sexe*, œuvre traduite au Brésil en 1980 et qui a manifestement influencé la conscience militante féministe brésilienne.

masculines ; l'autodéfense, pratiquée dès les années 1970, vise à leur donner les moyens physiques, émotionnels et mentaux pour se défendre. Cette étude repose sur des entretiens et une participation observatrice d'un stage autodéfense basé sur la méthode Riposte. Ce stage fonctionne comme un lieu où peut s'opérer un travail thérapeutique suite à des violences- parfois sexuelles- vécues dans le passé ou plus largement par rapport à un mal-être. L'animatrice du stage commence par une présentation théorique de l'action de « riposter » et entame ensuite l'apprentissage des « techniques de soi [5]» (le langage corporel : regarder l'agresseur droit dans les yeux, le langage verbal : crier, interpeler des témoins et le langage physique à proprement parler : se dégager de l'emprise en donnant, par exemple, un coup de pied à l'agresseur). L'auteure pense que l'autodéfense se situe au carrefour de l'individuel et du politique. Celle-ci implique un travail sur soi, mais engage aussi une possible transformation collective. Une dialectique qu'elle analyse en mettant l'accent sur l'usage du corps comme « lieu où vient s'inscrire la lutte, un "lieu de rage" » (p. 64) et de la violence en tant qu'armes politiques. À la lecture de Millepied, mais également du dossier entier, on remarque que c'est par et avec le corps qu'une prise de conscience de l'action féministe serait possible.

Cependant, les moyens de défense ne se limitent pas au corps. Ils s'ouvrent également à l'immatériel et notamment le web. En s'intéressant à l'engagement féministe sur Internet, Armelle Weil se concentre sur le militantisme virtuel. On le sait, depuis les années 1990, les militantes notamment féministes se sont saisis des plateformes numériques. Ainsi, le web est-il devenu non seulement un lieu mais aussi un mode d'action. S'agit-il de nouvelles pratiques ou de nouvelles formes de militantisme ? Pour y répondre, l'auteure s'appuie sur une étude de groupes Facebook (comme par exemple, Les copines, Queer et Trans Révolutionnaires contre le racisme et le néo-colonialisme, Féminisme insurrectionnel, etc) et de blogs (Bitch Media, Commando Culotte ou encore Paye ta shnek)[6]. Le but serait de saisir les contours du féminisme virtuel contemporain. Ce nouveau militantisme s'inscrit dans la lignée du mouvement des années 1970, mais aussi dans une rupture

[5] Plus que des techniques défensives corporelles, les « techniques de soi », telles que définies par Michel Foucault, sont « des pratiques réfléchies et volontaires par lesquelles les hommes, non seulement se fixent des règles de conduite, mais cherchent à se transformer eux-mêmes, à se modifier dans leur être singulier », *Histoire de la sexualité. Tome 2 : L'usage des plaisirs*, Gallimard, Paris, 1984, p.16 cité par Millepied p. 55.

[6] Les blogs et groupes Facebook étudiés par A. Weil sont très nombreux, nous en citons ici que quelques exemples à titre informatif.

technologique. L'identité militante dans le virtuel ne fait pas l'unanimité des interrogées, car selon elles c'est dans la « vraie vie » qu'elles se sentent et se doivent d'être actives. Il faut aussi rappeler que la montée du cyberharcèlement et des violences sur le net pose également un problème aux cybermilitantes qui le considèrent « toxique ».

Raphaëlle Bessette-Viens, quant à elle, s'intéresse au militantisme féministe genevois paru à la fin des années soixante. Elle réalise ainsi neuf entretiens avec plusieurs militantes engagées et analyse des documents relatifs à certains collectifs (tracts et sites web). À la lumière de la grille de lecture des résultats obtenus, elle les divise en deux groupes : « les militantes féministes du Quotidien » et celle « de la Cause féministe ». Alors que ces dernières optent pour un engagement rattaché à des associations et qualifient leurs actions de réformistes, celles du Quotidien accordent moins d'importance à l'appartenance collective et valorisent l'autonomie individuelle. Leur engagement serait donc plus « élastique » au sens il « s'intègre à toute l'existence et s'adapte à différentes luttes » (p. 98).

Ce numéro, dans la continuité de celui qui le précède, a le mérite de tenir ses promesses en donnant à lire et à voir des luttes féministes foisonnantes et ce, partout dans le monde. On l'aura bien compris : le militantisme va de pair avec la théorie qui l'alimente et inversement. L'espace militant féministe ne cesse de s'élargir et au-delà de la diversité des bases militantes et des modalités de mobilisation, on se doit d'admettre que les études de terrain faites par les différentes auteures du dossier nous montrent les choses en acte et en mouvement, car c'est bien de l'*agir* qu'il s'agit.